

PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DU DEVELOPPEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE



**ARRETE** n° DCLD-B1-1999- 398

du 26 OCT. 1999

Autorisant M. le gérant de la Société BAUDOIN THILLIEN à poursuivre l'exploitation de ses installations de traitement de surface de pièces sur le territoire de la commune d'AUXERRE

Le Préfet de l'Yonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 modifiée du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement;
- VU le décret n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée;
- VU le décret du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature officielle des installations classées,
- VU la demande présentée par M. le gérant de la société BAUDOIN THILLIEN en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation de ses installations de traitement de surface sur le territoire de la commune d'AUXERRE,
- VU les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé, pendant un mois, dans la commune d'AUXERRE,
- VU l'avis du commissaire enquêteur;
- VU l'avis du Conseil Municipal de la commune d'AUXERRE,
- VU l'avis des chefs de services intéressés
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa session du 16 juillet 1999,

CONSIDERANT que la demande a été soumise aux formalités réglementaires et que les dangers ou inconvénients de l'exploitation peuvent être prévenus par des mesures spécifiques de nature à protéger l'Environnement

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture;

ARRETE

*Decret → AM 25 d'avis*

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

# TITRE PREMIER

## OBJET DE L'ARRETE

### ARTICLE 1ER - TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La Société BAUDOIN THILLIEN dont le siège social est situé 11 rue du Colonel Rozanoff, ZI des Pieds de Rats, 89000 AUXERRE, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de ses installations de traitement de surface d'une capacité annuelle de traitement de 1 450 000 m<sup>2</sup> de surface de pièces dans son établissement situé au 11 rue du Colonel Rozanoff sur le territoire de la commune d'AUXERRE.

### ARTICLE 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement des installations suivantes repérées sur le plan annexé au présent arrêté :

- un bâtiment industriel qui regroupe :
  - . une zone de stockage (B) de matières premières et produits finis,
  - . un atelier de traitement de surface (A) constitué de trois chaînes de zingage électrolytique de métaux,
  - . une station de détoxification des effluents industriels (T),
  - . un laboratoire d'analyses,
  - . un local entretien,
  - . des bureaux administratifs,
- un parc de stationnement et de manutention (P).

L'atelier de traitement de surface est constitué des trois chaînes suivantes :

- chaîne n° 1 qui comprend :
  - . 1 cuve de dégraissage chimique de 6 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de dégraissage chimique de 11 m<sup>3</sup>,
  - . 3 cuves de décapage acide totalisant 20 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de dégraissage électrolytique de 6 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de dépassivation chlorhydrique de 5 m<sup>3</sup>,
  - . 3 cuves de zingage acide totalisant 45 m<sup>3</sup>,

- . 1 cuve d'activation nitrique de 5 m<sup>3</sup>,
  - . 2 cuves de passivation blanche totalisant 10 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de passivation bichromatée de 5 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de passivation de 6 m<sup>3</sup>,
  - . 8 cuves de rinçage en cascade totalisant 40 m<sup>3</sup>.
- chaîne n° 2 qui comprend :
- o 1 cuve de dégraissage chimique de 4,5 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de prédécapage chlorhydrique de 1,7 m<sup>3</sup>,
  - o 1 cuve de décapage acide de 4,5 m<sup>3</sup>,
  - o 2 cuves de dégraissage électrolytique totalisant 5 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de dépassivation chlorhydrique de 1,7 m<sup>3</sup>,
  - o 1 cuve de zingage acide de 11 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de zingage fer de 6,5 m<sup>3</sup>,
  - o 1 cuve d'activation nitrique de 1,7 m<sup>3</sup>,
  - o 1 cuve de passivation blanche de 1,7 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de passivation bichromatée de 1,7 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de passivation renforcée de 1,7 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de passivation noire de 1,7 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de passivation de 1,7 m<sup>3</sup>,
  - . 8 cuves de rinçage en cascade totalisant 13,6 m<sup>3</sup>.
- frivolante.*
- chaîne n° 3 qui comprend :
- . 1 cuve de prédégraissage chimique de 4,6 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de dégraissage chimique de 6,9 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de prédécapage de 3,5 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de décapage de 6,9 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de dégraissage électrolytique de 4,6 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de dépassivation de 3,5 m<sup>3</sup>,
  - . 3 cuves de zingages acide totalisant 27,6 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve d'activation nitrique de 3,5 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de passivation blanche de 3,5 m<sup>3</sup>,
  - . 1 cuve de passivation bichromatée de 3,5 m<sup>3</sup>,
  - . 7 cuves de rinçage en cascade totalisant 24,5 m<sup>3</sup>.

### **ARTICLE 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS**

Désignation des activités	Capacité	Rubrique de la nomenclature	Régime	Référence sur plan
Traitement des métaux... pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation... par voie électrolytique, chimique ou par emploi de liquides halogènes... le procédé utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium) le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1 500 litres	Volume total des cuves de traitement de 232,2 m <sup>3</sup>	2565.2.a)	A	A

### **ARTICLE 4 - ABROGATION DES ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS**

Les actes administratifs antérieurs au présent arrêté délivrés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement pour l'établissement ici autorisé, (listés ci-après) sont abrogés.

# **TITRE DEUXIEME**

## **CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION**

### **ARTICLE 5 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent à l'ensemble des installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire qu'elles soient mentionnées ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et qui sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

### **ARTICLE 6 - DISPOSITIONS GENERALES**

6.1 - Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

6.2 - Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

6.3 - Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses sont prises :

- . les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...), et convenablement nettoyées ;

- . les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en tant que de besoin ;

- . les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;

- . des écrans de végétation sont mis en place.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

6.4 - Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les différentes canalisations seront repérées conformément aux règles en vigueur.

6.5 - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

6.6 - L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc...

#### **6.7 - Valeurs limites des rejets**

Les valeurs limites fixées pour les rejets dans le présent arrêté s'entendent dans les conditions ci-après :

- Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

- Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

- Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

- 10 % des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas de mesures en permanence, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

- Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne constitue un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

### **ARTICLE 7 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES**

Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.

L'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

## **ARTICLE 8 - CONTROLES**

L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures des eaux rejetées de toute nature, des émissions à l'atmosphère, des déchets ou des sols, ainsi qu'au contrôle du niveau sonore et à des mesures de vibrations.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 9 - ENREGISTREMENT**

L'exploitant établit, tient à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées les documents répertoriés dans le présent arrêté, notamment les justificatifs du respect des dispositions de l'article 10 ci-dessous.

Il les conserve pendant une période minimale de 5 ans, sauf spécification contraire.

## **ARTICLE 10 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE**

L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions ainsi que ceux nécessaires à la sécurité.

Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.

Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

# **TITRE TROISIEME**

## **PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT**

### **PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX**

#### **ARTICLE 11 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS**

##### **11.1 - Limitation des consommations d'eau**

Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Ils sont relevés journalièrement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant recherche, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

Les réseaux de distribution d'eau sont étanches, constitués de matériaux adaptés aux caractéristiques physiques et chimiques (telle la dureté...) des eaux transportées, maintenus en bon état et font l'objet de tests appropriés périodiques. Ces réseaux comportent un nombre aussi réduit que possible de points de prélèvement.

##### **11.2 - Réseaux**

Les effluents sont collectés puis évacués, suivant leur nature et le mode de traitement à leur appliquer, par un réseau séparatif.

A cet effet, sont distinguées :

- les eaux usées d'origine domestique dont les eaux vannes, désignées E D ;
- les eaux pluviales non souillées ainsi que les eaux de purges de déconcentration de réseau de réfrigération ou d'installation de déminéralisation, désignées E P ;
- les eaux collectées dans les cuvettes de rétention, désignées E C ;
- les eaux résiduelles d'autre origine provenant notamment des procédés, des lavages des sols et des machines, les eaux pluviales polluées même accidentellement, etc, désignées E U. Ces effluents transitent nécessairement en canalisations fermées.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

### 11.3 - Points de rejet

#### Généralités

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

#### Identification

Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de trois.

Ils sont définis comme suit :

Désignation du rejet	Nature des eaux ou des effluents	Désignation du milieu récepteur	Point kilométrique
R1	EU + EC	Rivière Yonne via collecteur EP communal	2,72
R2	EP	Rivière Yonne via collecteur EP communal	2,72
R3	ED	Station d'épuration communale de MONETEAU	-

et repérés sur le plan figurant en annexe au présent arrêté.

#### Mesures et prélèvements

L'ouvrage de traitement des eaux résiduaires EU est équipé, au niveau de la sortie des effluents traités, de dispositifs permettant la mesure et l'enregistrement en continu du débit et du pH et la constitution d'échantillons d'effluents représentatifs proportionnels au débit.

Cet ouvrage est en état de fonctionnement en toutes circonstances y compris en période de crues.

L'ouvrage de rejet d'eaux pluviales non polluées est réalisé pour permettre le prélèvement d'échantillons.

### 11.4 - Prévention des pollutions accidentelles des eaux

#### Stockage, rétention, manipulation et transport

Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.



Cette disposition est également applicable à la station de traitement des eaux résiduaires industrielles et aux chaînes de traitement de surface.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange est à commande manuelle.

L'étanchéité des réservoirs peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilées.

Les aires de chargement et de déchargement de produits liquides inflammables, toxiques ou polluants sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles.

Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

#### Equipements et canalisations

Les réservoirs, canalisations et tous équipements accessoires susceptibles de contenir des substances toxiques dangereuses ou insalubres (fluides, effluents pollués, etc..) sont étanches et résistent à l'action physique et chimique de ces substances.

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement.

### Accessibilité

Les différents réseaux de collecte d'effluents et les organes de visite qui leur sont associés, les organes de contrôle et de commande de matériels tels que vannes d'isolement, les équipements de mesure de débit et de prélèvement d'échantillons, les points de rejet et équipements associés, sont accessibles en permanence.

### 11.5 - Installation de traitement

- Les installations de traitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

- Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

## ARTICLE 12 - EXPLOITATION

### 12.1 - Transports internes

Les transports internes à l'établissement de produits dangereux, polluants ou toxiques sont effectués dans le respect du plan de circulation établi par l'exploitant, porté à la connaissance des intervenants.

### 12.2 - Stockages de produits liquides

L'exploitant prend toutes dispositions pour :

- n'autoriser puis réaliser les transferts de produits que dans des réservoirs présentant un volume vide disponible au moins égal au volume à transférer lors du dépotage considéré,

- disposer en permanence de l'indication du niveau de liquide dans chaque réservoir,

- assurer la vacuité des cuvettes de rétention.

### 12.3 - Consignes spécifiques

L'exploitant établit, tient à jour et diffuse aux personnels concernés des consignes spécifiques relatives à la limitation de la consommation d'eau et des gaspillages, notamment en ajustant les débits d'eau à des valeurs les plus faibles possibles compatibles avec le bon fonctionnement des installations, le bon déroulement des processus mis en oeuvre et des opérations de nettoyage.

#### 12.4 - Nature des effluents

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

### **ARTICLE 13 - TRAITEMENT**

Les effluents sont collectés et traités dans les conditions suivantes :

#### 13.1 - Eaux domestiques et eaux vannes (E D)

Elles sont raccordées au réseau public d'assainissement au point de rejet R3 pour être traitées en station d'épuration communale.

#### 13.2 - Eaux pluviales et autres eaux propres (E P)

Elles sont collectées en interne par un réseau spécifique et rejetées à la canalisation eaux pluviales du réseau public d'assainissement au point de rejet R2.

#### 13.3 - Eaux des cuvettes de rétention (E C)

Après contrôle, elles sont soit rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté, soit traitées préalablement avant rejet en tant qu'eaux résiduaires. A défaut, elles sont éliminées comme des déchets.

#### 13.4 - Eaux résiduaires autres (E U)

Elle sont collectées puis épurées en interne dans les conditions suivantes:

- traitement en continu des eaux de rinçages après homogénéisation,
- traitement à petits débits lissés des bains usés à partir de leurs stockages respectifs.

Le traitement comporte les opérations successives suivantes :

- une déchromatation par du bisulfite de sodium,
- une neutralisation à la soude,
- une floculation par polyélectrolyte ou électrocoagulation,
- une décantation,
- un épaississement et pressage des boues,
- une filtration finale sur sable.

La station a une capacité de traitement nominale de 6 m<sup>3</sup>/heure.

Elle est équipée d'un contrôle de débit et de pH avec enregistreurs, alarmes sonores et visuelles de dépassement de seuils programmés et d'un échantillonneur.

## **ARTICLE 14 - VALEURS LIMITES**

### **14.1 - Prélèvement dans le milieu naturel**

Les quantités d'eau prélevées dans le puits de forage ne peuvent excéder 10 m<sup>3</sup>/heure.

### **14.2 – Consommation d'eau à usage industriel**

La consommation est limitée à 10 m<sup>3</sup>/heure.

La consommation spécifique est limitée à 6 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.

### **14.3 - Rejets**

Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances sans dilution, les prescriptions suivantes :

#### **A - En termes de caractéristiques générales des effluents**

- **pH** (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) : compris entre 6,5 et 9,

- **température** (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30° C,

- **couleur** (mesurée suivant la norme NFT 90 034) : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l ,

- absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20° C.

#### **B - En termes de débits, de concentrations et de flux**

*Abrogé par HP 2009*

B1 - Eaux résiduelles après traitement au point de rejet R1

Paramètre à mesurer	Norme de mesure ou d'analyse	Débit maximal m <sup>3</sup> /j	Concentration maximale mg/l	Flux maximal kg/j
Débit	-	144		
<b>Métaux :</b>				
Cr VI	NFT 90043		0,1	0,012
Cr III	NFT 90043		3	0,36
Ni	NFT 90112		5	0,60
Cu	NFT 90022/112		2	0,24
Zn	NFT 90112		5	0,60
Fe	NFT 90017/112		5	0,60
Métaux totaux			15	1,80

Paramètre à mesurer	Norme de mesure ou d'analyse	Débit maximal m <sup>3</sup> /j	Concentration maximale mg/l	Flux maximal kg/j
MES	NFT 90105		30	3,60
DCO	NFT 90101		150	18,0
DB05	NFT 90103		40	4,80
N02	NFT 90012		1	0,12
Hydrocarbures totaux	NFT 90114		5	0,60

## B2 - Eaux pluviales et autres eaux propres

Paramètres	Normes d'analyse	Concentration instantanée (mg/l)
MES	NFT 90 105	15
DCO	NFT 90 101	40
Hydrocarbures totaux	NFT 90 114	5

## ARTICLE 15 - CONTROLE ET SUIVI DES EFFLUENTS

L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs [moyens sur 24 h] aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Cette surveillance s'exerce dans les conditions ci-après.

### 15.1 - Contrôle périodique des rejets (autosurveillance)

*Abrogé AP 2009*

Il porte sur les eaux résiduelles EU au point de rejet R1.

Les modalités de ce contrôle sont définies ci-après.

Paramètre	Norme de mesure ou d'analyses NFT	Fréquence
Débit		Continu
Cr VI	NFT 90043	J
Cr III	NFT 90043	J
Zn	NFT 90112	H
Fe	NFT 90017/112	H
pH	NFT 90008	H
MES	NFT 90105	M
DCO	NFT 90101	M

(1) C = continu - M = Mensuelle - H = Hebdomadaire - J = Journalière

Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en oeuvre et leur incidence sont adressés au moins mensuellement à l'inspection des installations classées par télétransmission compatible avec le mode de traitement des données utilisé par cette inspection.

#### **15.2 - Validation de l'autosurveillance**

L'exploitant fait procéder, à ses frais, au moins une fois par trimestre, aux prélèvements et analyses demandés dans le cadre de la surveillance des rejets par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les prélèvements effectués doivent être inopinés.

L'organisme chargé des analyses doit être un laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement.

L'exploitant doit passer avec l'organisme choisi une convention précisant a minima :

- la nature de l'intervention,
- le nombre, l'emplacement et les caractéristiques des points de prélèvement des échantillons,
- les conditions de prélèvement et d'analyses,
- la fréquence des interventions,
- les paramètres à mesurer,
- les normes de référence des analyses,
- les conditions de transmission des résultats à l'exploitant et à l'inspection des installations classées.

La convention est adressée à l'inspection des installations classées pour validation.

Les rapports établis par cet organisme sont systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.

L'organisme intervient de façon inopinée à la demande de l'inspection des installations classées pour l'application de l'article 8 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 16 - ENREGISTREMENT**

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté, au titre de la prévention de la pollution des eaux, sont les suivants :

- plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension ;
- résultats des contrôles des rejets et prélèvements d'eaux ;
- justificatifs des capacités et de l'étanchéité des rétentions.

## PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

### ARTICLE 17 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT

#### 17.1 - Conditions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les cheminées permettent une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent de points anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...) conformes aux dispositions de la norme NF X 44 052.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc,...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

#### 17.2 - Installations de combustion

Sans objet.

### 17.3 - Autres installations

Les points de rejets canalisés des installations reprises ci-après ont les caractéristiques suivantes :

Installation	Points de rejet		
	Repère (*)	Hauteur (m)	Diamètre (m)
Chaîne 1	A1	7	0,6
Chaîne 2	A2	7	0,5
Chaîne 3	A3	7	0,5
Bain zingage ch.1	A4	-	-
Bain zingage ch.2	A5	-	-
Bain zingage ch.3	A6	-	-

(\*) repère reporté sur un plan en annexe.

## **ARTICLE 18 - TRAITEMENT**

Nonobstant les dispositions de l'article 19, l'exploitant doit collecter puis épurer les effluents atmosphériques dans les conditions définies ci-après :

Chaque chaîne de zingage, hormis les bains de zingage, est dotée d'une aspiration sur les bains qui nécessitent une captation de leurs émissions selon les recommandations de l'INRS.

Les débits de captation à assurer sont les suivants :

Chaîne	Débit total m <sup>3</sup> /h
1	50 000
2	35 000
3	30 000

Les émissions en provenance des bains de zingage sont captées à l'aide de trois extracteurs de toiture hélicoïdaux identiques de capacité unitaire 10 000 m<sup>3</sup>/h.

Toutes dispositions sont prises pour assurer des entrées d'air suffisantes en compensation de l'air extrait.

Ces dispositions doivent être satisfaites sous un délai d'un an.

## **ARTICLE 19 - NORMES DE REJETS**

### 19.1 - Conditions de mesure

Les débits des effluents gazeux et leurs concentrations en polluants sont rapportés aux conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de stockage pour lesquelles les mesures se font sur gaz humide.



## 19.2 - Installations de combustion

Sans objet.

## 19.3 - Installations autres

Les rejets à l'atmosphère des installations listées ci-dessous sont faits dans les conditions suivantes :

Identification du rejet	Paramètres à contrôler	Normes d'analyses et de mesures	Valeurs limites	
			Débit (m <sup>3</sup> /h)	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )
A1	. acidité totale (exprimée en H) . alcalins (exprimés en OH) . chrome total . chrome hexavalent . oxydes d'azote (exprimés en NO <sub>2</sub> )	NFX 44052	50 000	0,5 10 1 0,1 100 (ppm)
A2	. acidité totale (exprimée en H) . alcalins (exprimés en OH) . chrome total . chrome hexavalent . oxydes d'azote (exprimés en NO <sub>2</sub> )	NFX 44052	35 000	0,5 10 1 0,1 100 (ppm)
A3	. acidité totale (exprimée en H) . alcalins (exprimés en OH) . chrome total . chrome hexavalent . oxydes d'azote (exprimés en NO <sub>2</sub> )	NFX 44052	30 000	0,5 10 1 0,1 100 (ppm)
A4	. acidité totale (exprimée en H) . alcalins (exprimés en OH) . chrome total . chrome hexavalent . oxydes d'azote (exprimés en NO <sub>2</sub> )	NFX 44052	10 000	0,5 10 1 0,1 100 (ppm)

Identification du rejet	Paramètres à contrôler	Normes d'analyses et de mesures	Valeurs limites	
			Débit (m³/h)	Concentration (mg/Nm³)
A5	. acidité totale (exprimée en H)	NFX 44052	10 000	0,5
	. alcalins (exprimés en OH)			10
	. chrome total			1
	. chrome hexavalent			0,1
	. oxydes d'azote (exprimés en NO <sub>2</sub> )			100 (ppm)
A6	. acidité totale (exprimée en H)	NFX 44052	10 000	0,5
	. alcalins (exprimés en OH)			10
	. chrome total			1
	. chrome hexavalent			0,1
	. oxydes d'azote (exprimés en NO <sub>2</sub> )			100 (ppm)

\* Valeurs rapportées à une valeur de <à préciser> % d'oxygène dans les gaz résiduaire.

## **ARTICLE 20 - CONTROLE ET SUIVI DES REJETS**

L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées.

Cette surveillance s'exerce dans les conditions ci-après.

Rejets concernés	Paramètres	Fréquence
A1 à A6	acidité totale alcalins chrome total chrome VI fluor et composés oxydes d'azote	tous les deux ans

Un contrôle est effectué dans le mois qui suit la mise en service de l'installation de captation.

Les prélèvements sont effectués par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les analyses doivent être effectuées par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de l'environnement.

Le rapport établi par cet organisme est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.

L'intervention de l'organisme peut être déclenchée à l'initiative de l'inspection des installations classées pour application de l'article 8.

## **ARTICLE 21 - ENREGISTREMENT**

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la prévention de la pollution atmosphérique, les suivants :

- résultats des contrôles des rejets à l'atmosphère ;
- documents tels que le livret de chaufferie, les rapports d'examens approfondis et de visites périodiques,... pour les installations soumises à l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 ;
- rapports des incidents ou accidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme ou l'arrêt des installations avec indication et justification des mesures correctives subséquentes.

## **PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT**

### **ARTICLE 22 -**

#### **22.1 - Généralités**

Les prescriptions du présent article 22 sont définies en application et en complément de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **22.2 - Niveaux acoustiques admissibles**

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :

Point de mesure (*)	Niveau limite en dB(A)	
	de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés
B2	65	65

(\*) repéré sur le plan annexé.

### **22.3 – Contrôles périodiques**

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les cinq ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations au point de mesure B2.

Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **22.4 – Enregistrement**

Les résultats des contrôles prévus au 22.3 ci-dessus sont conservés de façon à toujours avoir au moins les comptes-rendus des trois derniers contrôles.

## **TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS**

### **ARTICLE 23 - CONCEPTION - AMENAGEMENT**

Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.

Ces zones sont telles que le stockage ne présente pas de risque d'envois et d'odeurs gênants pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ces zones sont précisées dans le tableau donné dans l'article 25.

### **ARTICLE 24 - EXPLOITATION ET TRAITEMENT**

Les déchets sont manipulés et stockés de manière à éviter tout mélange susceptible de générer une réaction dangereuse ou une pollution des eaux ou du sol, des émanations d'odeurs ou de composés toxiques ou dangereux.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les déchets sont collectés, conditionnés, stockés, traités,... conformément aux indications données dans le tableau de l'article 25.

## **ARTICLE 25 - CARACTERISTIQUES DES DECHETS**

L'exploitant doit satisfaire les dispositions figurant dans le tableau ci-après pour les déchets produits en marche normale.

Désignation du déchet	Caractéristiques spécifiques	Quantité maximale annuelle produite	Conditions de stockage				Mode d'élimination
			Lieu (1)	Mode (2)	Quantité maximale	Durée maximale	
DIB	papiers, cartons : 20 01 01 plastiques sacs : 20 01 04 chiffons : 20 01 11 emballages : 15 01 02	100 m <sup>3</sup>		B	16 m <sup>3</sup>	2 mois	centre de tri autorisé
	métaux : 11 04 01	20 t		B	4 t	3 mois	récupérateur
DIS	bains usés de traitement : 11 01 05 11 01 07	87 m <sup>3</sup> 31 m <sup>3</sup>		C C	20 m <sup>3</sup> 15 m <sup>3</sup>	3 mois 6 mois	centre agréé
	boues de traitement 19 02 01	60 t		B	12 t	2 mois	décharge de classe I

(1) voir sur plan annexé

(2) F = fûts ; V = vrac ; B = bennes ; C = citernes

Pour les autres déchets (ceux résultant d'un sinistre, d'un accident de fabrication, du démantèlement d'une installation...) ou dans le cas de la défaillance d'une filière de traitement, les conditions de stockage provisoires et d'élimination sont définies par l'exploitant et font l'objet d'une information préalable de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 26 - CONTROLE ET SUIVI**

Les analyses et tests de caractérisation des déchets industriels spéciaux sont renouvelés annuellement.

## **ARTICLE 27 - ENREGISTREMENT**

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants :

- registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel sont portés, a minima pour chaque déchet, les renseignements suivants :
  - . nature, origine et codes de la nomenclature des déchets,
  - . quantité produite,
  - . date (ou période) de production correspondante,
  - . date d'enlèvement,
  - . nom et adresse du transporteur,
  - . mode de traitement,
  - . nom et adresse de l'entreprise effectuant le traitement et, en tant que de besoin, du regroupeur ou du centre de transit,
- registre de contrôle de l'état des stocks des déchets dans l'établissement ; ce registre devra, a minima pour chaque déchet concerné, comporter les renseignements suivants :
  - . nature et origine,
  - . quantité stockée
  - . date de mise en stockage.
- bordereaux de suivi de déchets générateurs de nuisances
- analyses et tests de caractérisation des déchets spéciaux.

## **SECURITE**

### **ARTICLE 28 - RISQUES NATURELS**

#### **28.1 - Foudre**

Les dispositions des articles 1 à 4 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées sont applicables aux installations.

#### **28.2 - Inondations**

Toutes mesures sont prises pour éviter qu'en cas d'inondation les produits de toutes natures susceptibles de polluer les eaux puissent y être entraînés.

### **ARTICLE 29 - ACCES, SURVEILLANCE**

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, est suffisamment résistante pour éviter l'accès délibéré aux installations.

Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, se situent à l'intérieur du périmètre clôturé de l'établissement.

Les accès à l'établissement sont constamment surveillés ou, à défaut, fermés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'établissement.

## **ARTICLE 30 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT**

### **30.1 - Voies et aires de circulation**

Les installations sont facilement accessibles par les services de secours.

Les voies et aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services de lutte contre l'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées.

### **30.2 - Installations électriques**

Les installations électriques sont conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14 100 et NFC 15 100.

De plus, dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, l'exploitant définit et utilise des installations électriques conformes à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Les appareils et masses métalliques exposés à de telles atmosphères (poussières, combustibles, solvants,...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est unique et effectuée suivant les règles de l'art ; elle est distincte de celle des dispositifs éventuels de protection contre la foudre. Les caractéristiques de ces équipements sont périodiquement vérifiées et sont conformes aux normes en vigueur.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation.

## **ARTICLE 31 - EXPLOITATION**

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés tels que panneaux de signalisation, feux, marquages au sol, consignes de circulation,...

Les quantités de produits combustibles consommables présentes dans chaque atelier ne dépassent, en aucune circonstance, les quantités nécessaires pour une journée de travail ou pour une opération de production.

L'exploitant dispose, chaque jour, de l'état du stock de produits toxiques ou inflammables.

L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

## **ARTICLE 32 - MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION**

### **32.1 - Détection et alarme**

Les moyens d'alarme et de détection sont accessibles en permanence.

L'exploitant dispose d'une alarme de dépassement de pH au poste de contrôle final des effluents.

### **32.2 - Formation**

L'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.

### **32.3 - Consignes**

L'exploitant élabore des consignes de sécurité et veille à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous-traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement.

Ces consignes sont affichées, suivant leur nature, de manière à être aisément accessibles par les personnes concernées.

Ces consignes prévoient notamment dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion :

- l'interdiction de fumer, d'utiliser des feux nus et tout autre appareil susceptible de produire des étincelles ou, plus généralement, de produire une énergie d'allumage suffisante des vapeurs ou autres composés combustibles susceptibles d'être présents ;

- les modalités de délivrance, par le chef d'établissement ou par la personne qu'il a nommément désignée, du permis de feu et de mise en oeuvre de celui-ci.



A chaque permis de feu est jointe une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

- les modalités à suivre en cas d'alerte incendie.

#### **32.4 - Plan d'intervention**

L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en oeuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.

#### **32.5 - Moyens matériels et humains**

##### **32.5.1. - Moyens matériels**

L'établissement est doté d'extincteurs adaptés au feu à combattre et judicieusement répartis dans l'installation.

Ces matériels doivent être accessibles et utilisables en toutes circonstances. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

##### **32.5.2. - Moyens humains**

L'exploitant constitue une équipe de première intervention.

### **ARTICLE 33 - CONTROLES**

Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.

Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.

### **ARTICLE 34 - ENREGISTREMENT**

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la sécurité, les suivants :

- plan de définition des zones de dangers défini à l'article 29 ;
- registre des incidents et accidents survenus en cours d'exploitation ; ce registre doit comporter la description, l'analyse de ceux-ci ainsi que la définition de la justification des mesures correctives ;
- rapport de contrôle des installations électriques prévu à l'article 33 ;

- plans d'intervention prévus à l'article 32.4 ;
- registre des consignes prévu au point 32.3.

### **IMPACT VISUEL**

#### **ARTICLE 35 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'IMPACT VISUEL**

En vue d'assurer l'intégration des installations dans le paysage, l'exploitant :

- aménage et maintient en bon état de propreté (peinture...) les abords de l'établissement et des installations notamment en procédant à un aménagement paysager des espaces non bâtis ;
- assure le démantèlement des installations abandonnées.

### **SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT**

#### **ARTICLE 36 - SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT**

L'exploitant fait procéder, aux fins d'analyses, à des prélèvements de sédiments en amont et en aval hydraulique du point (identifié PK : 2,72) où se rejette dans la rivière Yonne le collecteur des eaux pluviales qui dessert la zone des Pieds de Rats et qui reçoit ses effluents industriels.

Les prélèvements sont réalisés par un organisme choisi en accord avec l'Inspection des installations classées.

Les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement.

Les analyses portent sur le chrome total et sont effectuées suivant la norme NFT 90043.

Les analyses sont réalisées a minima au moins une fois tous les deux ans.

Les rapports établis par l'organisme préleveur accompagnés des résultats d'analyses sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.

### Article 37 : MESURES D'INFORMATION EN CAS D'INCIDENT GRAVE OU D'ACCIDENT

En cas d'incident grave survenant du fait des installations définies dans le présent arrêté ou des installations annexes, et qui seraient de nature à mettre en jeu l'intégralité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens qui pourraient présenter des dangers ou des inconvénients, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'Environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments, l'exploitant en averti dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télex) l'inspecteur des installations classées.

Il fournit à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes de phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour le pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 38 : L'exploitant est tenu de laisser visiter l'ensemble de ses installations par les agents désignés à cet effet.

Article 39 : Les conditions ainsi fixées ne peuvent en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs (notamment au titre III - livre II du code du travail) ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but, l'inspection du travail est chargée de l'application du présent article.

Article 40 : La présente autorisation qui ne vaut pas permis de construire ou occupation du domaine public est accordée sous réserve des droits des tiers, tous moyens et voies de droit étant expressément réservés au profit de ces derniers pour les dommages que pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

Article 41 : La présente permission cessera d'avoir effet dans le cas où il s'écoulerait, à compter du jour de sa notification un délai de trois ans avant la mise en activité de l'établissement ou une interruption de deux années consécutives de son exploitation, sauf le cas de force majeure.

Article 42 : En cas de cession de l'établissement, le successeur ou son représentant doit en faire la déclaration à la Préfecture dans le mois qui suit la prise de possession.

Article 43 : Faute par le pétitionnaire de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui pourraient lui être imposées par la suite, la présente autorisation pourra être suspendue.

Article 44 : L'exploitant peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas 21000 DIJON compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou d'un recours hiérarchique M. le ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).

Le délai de recours d'un tiers est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. La mise en service de l'installation peut intervenir dans les trois ans qui suivent la délivrance de l'autorisation. Dans ce cas, le délai de recours des tiers est prolongé de deux ans à compter de la mise en activité de l'installation.

Article 45 : Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie d'Auxerre pendant une durée minimum d'un mois.

Une copie de l'arrêté sera conservée aux archives de la mairie et pourra être consultée, sans frais, par les personnes intéressées.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces deux formalités sera dressé par M le Maire d'Auxerre et renvoyé à la Préfecture de l'Yonne (Direction des Collectivités Locales et du Développement - Bureau de l'Environnement et de Cadre de Vie).

Un extrait de cet arrêté sera également publié, par les soins de M le Préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux.

Article 46 : Une ampliation du présent arrêté notifié par la voie administrative à M le gérant de la Société BAUDOUIN THILLIEN chargé d'afficher en permanence et de façon visible dans l'installation un extrait de cet arrêté, sera adressé à :

- M le maire d'AUXERRE
- M le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, inspecteur des installations classées.
- M le Directeur régional de l'environnement
- M le Chef de la Subdivision de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de l'Yonne
- Mme le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales (inspection de la santé)
- M le Directeur Départemental de l'Equipeement
- M le Directeur Départemental du travail et de l'emploi
- M le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, ingénieur en chef du génie rural (service hydraulique)
- M le Directeur Départemental des services d'incendie et de secours de l'Yonne
- M le chef du service interministériel de défense et de protection civile
- M le Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation, de la répression des fraudes
- M le Président du Conseil Général de l'Yonne
- M le Président du Tribunal administratif de DIJON
- M Gérard LEBLANC commissaire enquêteur
- M le directeur de l'agence de l'eau Seine Normandie
- Mme le Directeur Départemental de la Police Nationale

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

AUXERRE, le 26 OCT. 1999

Par Ampliation

L'Adjoint au Chef de l'Environnement

Philippe PORTAL



Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Philippe PORTAL